

CH_VB 86.832 vom 19. Dezember 1986

Bundesverwaltung, 1986-12-19, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_86.832

FR: CH_VB 86.832 du 19 décembre 1986

IT: CH_VB 86.832 del 19 dicembre 1986

Erwägungen

E. 11

mars 1987 festement insuffisant par rapport aux 110 à 120 000 soldats soviétiques qui sont encore en Afghanistan. Lors de ma visite officielle en URSS, du 4 au 7 septembre 1986, M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, m'avait fait part du désir de son pays d'aboutir à une solution du conflit. Mais, il m'a rappelé que préalablement il fallait que l'ingérence extérieure cesse. Evidemment, le Conseil fédéral exprime l'espoir qu'à cette table de négociation une entente puisse intervenir qui devrait aboutir au retrait définitif et total des troupes soviétiques, mais ici je rejoins la préoccupation exprimée tout à l'heure par M. Eggly. Le Conseil fédéral est d'avis - et je partage personnellement cet avis - qu'aussi longtemps que les Moudjahidins, les résistants afghans, ne seront pas associés à ces négociations, il est absolument exclu d'espérer un accord entre les parties. J'ai moi-même rencontré les «sages» dans un camp de réfugiés afghans à Peshawar où une centaine d'entre eux étaient réunis et, parmi eux, une délégation de dix sages qui, par interprète interposé, m'ont laissé entendre que les réunions de Genève ne les intéressaient pas du tout. Ils ont vivement remercié la Suisse d'avoir mis son territoire à disposition pour ces réunions, mais ont laissé entendre que ces négociations ne les concernaient pas, qu'ils n'y étaient pas invités. «Ils sont venus chez nous, ils doivent repartir. Un point c'est tout, nous n'avons pas à discuter, nous n'avons pas à accepter de conditions, ils sont venus chez nous, ils doivent partir. C'est le seul langage que nous comprendrons.» Je dois dire que les médias de notre pays, que vous représenter également, ont continuellement tenu notre opinion publique au courant de l'évolution de cette situation. Je me permets de rappeler, sur le plan international, la déclaration que j'ai faite, au nom de la Suisse, le vendredi 7 novembre 1986, à Vienne, dans laquelle j'ai sévèrement condamné, au nom du Conseil fédéral, l'intervention soviétique en Afghanistan. C'était le quatrième et dernier jour de l'ouverture de la nouvelle Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de Vienne, la CSCE. A propos de la CSCE, je voudrais répondre en même temps à M. Bircher et je reviendrai tout à l'heure sur l'aide humanitaire et sur ce que la Suisse pourrait encore faire. Pour répondre à vos première et deuxième questions, Monsieur Bircher, je dois avouer que les possibilités d'action dans le cadre de la CSCE ne doivent pas être surestimées. Les signataires de l'Acte final d'Helsinki du 1er août 1975, se sont engagés à s'abstenir de recourir à l'emploi de la force, à respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Or, il va sans dire que le cas de l'Afghanistan constitue précisément une violation flagrante, de la part de l'Union soviétique, des engagements auxquels elle a souscrit le 1er août 1975 à Helsinki. C'est également la raison pour laquelle nous avons si sévèrement condamné, le 7 novembre 1986, dans cette enceinte de la CSCE, l'occupation de l'Afghanistan. Toutefois, l'efficacité de tels discours est bien modeste, il faut l'admettre, car nous ne disposons au sein de la CSCE d'aucun moyen de contrainte. Nous cherchons toutefois à utiliser au mieux les possibilités offertes

par les textes existants. Aussi notre délégation s'efforce-t-elle à Vienne d'en obtenir l'application plutôt que de proposer de nouveaux engagements. La question afghane préoccupe aussi beaucoup les Nations Unies. La situation des droits de l'homme en Afghanistan est examinée par la Commission des droits de l'homme qui a désigné un rapporteur spécial, cité par M. Bircher, le professeur autrichien Ermacora. Le problème des droits de l'homme a été également évoqué et discuté dans le cadre du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à la troisième commission de l'Assemblée générale. En outre, vous l'avez relevé, l'occupation soviétique de l'Afghanistan a été condamnée politiquement, en novembre dernier encore, par 122 voix contre 20. Il faut reconnaître que l'ONU est l'unique forum dans lequel des efforts sont déployés pour parvenir à une solution diplomatique du conflit, au moyen de négociations indirectes, celles de Genève, dont nous avons parlé tout à l'heure. Malheureusement, en raison de sa non-appartenance à l'Organisation des Nations Unies, la Suisse ne peut pas s'associer à ces efforts. Nous participons en revanche aux actions humanitaires spécifiques en faveur de l'Afghanistan. Nous assurons cette aide humanitaire en faveur des réfugiés et des blessés de guerre afghans par l'intermédiaire du Haut Commissariat pour les Réfugiés, du Comité international de la Croix-Rouge, en matière alimentaire par l'intermédiaire du PAM, le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies, tout cela au Pakistan, ainsi que par une intervention directe de notre Corps d'intervention en cas de catastrophe en Iran où nous avons construit huit dispensaires le long de la frontière entre l'Iran et l'Afghanistan. Je vous rappelle qu'il y a, au Pakistan, environ trois millions et demi de réfugiés afghans et, en Iran, environ un million et demi. Notre aide humanitaire, qui était en 1985 de 1,7 million s'est élevée, en 1986, à 5 millions et demi. En outre, nous participons, depuis 1984, avec une contribution de 5 millions de francs suisses, à une action commune de création d'emplois productifs engagée par le Haut Commissariat pour les Réfugiés et la Banque mondiale, pour un total de 20 millions de dollars. Pour la période de 1987 à 1989, notre participation sera du même ordre. Avons-nous, Monsieur Bircher, prévu des programmes d'assistance médicale en Afghanistan? Nous nous sommes déjà prononcés à diverses reprises sur l'aide possible de la Suisse à l'intérieur de l'Afghanistan. Je me réfère ici à la réponse que nous avons faite à l'interpellation Longet, du

E. 14

décembre 1984, et à la question ordinaire Graf, du 9 juin 1986. Nous nous étions alors déclarés disposés à participer et à donner suite à toute demande qui pourrait nous être faite d'une aide à l'intérieur de l'Afghanistan. La seule possibilité qui se soit offerte jusqu'ici d'assister la population afghane dans son pays a été de mettre sur pied un projet de formation médicale par des spécialistes paramédicaux afghans. Il s'agit ici de cours mis sur pied par une organisation privée située au Pakistan. La Confédération a accordé, depuis le début de l'année, une aide, modeste pour l'instant, de 135000 francs, mais nous étudions la possibilité de retendre. Par ailleurs, nous sommes intervenus à plusieurs reprises pour que le Comité international de la Croix-Rouge puisse continuer à développer son activité, en particulier au Pakistan. Deux hôpitaux y ont été construits par le CICR; je suis allé visiter celui de Peshawar. Des camps de réfugiés ont été dressés par le CICR et le HCR; nous y avons participé financièrement. Nous sommes intervenus, également, pour que le CICR puisse reprendre ses activités en Afghanistan. Vous vous souvenez que, lorsque nous avons accepté d'héberger des prisonniers soviétiques sur territoire suisse, c'était en échange de la promesse, par Kaboul, de laisser les représentants du CICR reprendre leur travail humanitaire en Afghanistan. Après une longue période, pendant laquelle nous n'avons pas

reçu de réponse favorable, nous devons constater que, depuis février 1987, les représentants du CICR sont à nouveau admis en Afghanistan où ils ont repris leurs actions de protection et d'assistance: visites des prisonniers, assistance médicale, diffusion du droit humanitaire, etc., et cela à la suite d'un accord qui a été conclu avec le gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan. Telle est la réponse que le Conseil fédéral peut vous donner, aujourd'hui, sur la situation, le rôle de la Suisse pour faciliter les négociations, l'aide humanitaire ainsi que la possibilité pour le CICR, depuis un mois environ, d'aller à nouveau en Afghanistan. Abstimmung - Vote Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit Dagegen Minderheit

11. März 1987 N 245 Afghanistan. Persönliche Vorstösse Sager: Ich möchte in erster Linie dem Bundespräsidenten für seine Antwort auf meine Interpellation herzlich danken. Ich behalte mir vor, allenfalls nach Vorlage des Berichtes eine Diskussion zu verlangen. Zweitens danke ich dem Bundespräsidenten für seine Antwort auf die beiden anderen Interpellationen herzlich. Er hat damit eine Haltung umschrieben, mit der alle Menschen guten Willens - und ich orte sie im demokratischen Spektrum von links bis rechts - einverstanden sein werden. Drittens möchte ich einige Ueberlegungen beifügen, die mir nicht überflüssig erscheinen zu einem Zeitpunkt, da wir die interessanteste und faszinierendste Entwicklung in der Sowjetunion in diesen letzten 70 Jahren, seit ihrem Bestehen, durchleben. Der Reformwille von Michael Gorbatschew ist zweifellos ernsthaft. Die Sowjetunion benötigt ein Abrüstungsabkommen und ist gezwungen, aus diesem Grunde Konzessionen einzuräumen, die nun erstmals soweit gehen können, dass beispielsweise eine Verifikation an Ort und Stelle möglich wird. Damit wäre ein entscheidender Durchbruch erzielt. Afghanistan ist der Angelpunkt der sowjetischen Nahostpolitik, wobei Gorbatschew diese Politik weder bestimmt, noch den Angelpunkt ausgewählt hat. Das Szenario, das sich aus zahlreichen sowjetischen Verlautbarungen ableiten lässt, hat in den achtziger Jahren etwa so ausgesehen: Vorbereitung auf den Machtkampf im Iran, der nach dem Tod des Ayatollah Khomeini ausbrechen wird, um wohl nicht einem prokommunistischen, aber einem prosowjetischen Regime in den Sattel zu helfen. Wenn das gelingen sollte, würde Iran eine solche Unterstützung erhalten, dass Irak besiegt wird, was der Sowjetunion die Verfügung über die iranische und irakische Erdölexportmenge einräumen würde; zusammen mit der syrischen und libyschen Erdölexportmenge, über die die Sowjetunion verfügen kann, würde das Westeuropa erpressbar machen. Sie sehen von hier aus die ausserordentlich grosse Bedeutung Afghanistans. Ein Rückzug der Sowjetunion aus Afghanistan, bevor es ihr gelingt, ein Marionettenregime zurückzulassen, wäre der Tatbeweis nicht für den Reformwillen Gorbatschows - an dem zweifle ich nicht -, aber der Tatbeweis für die Reformmöglichkeiten Gorbatschows. Es wäre auf der aussenpolitischen Ebene der Punkt erreicht, von dem an die Reformbewegung irreversibel wird. Sie erkennen nun die grosse Bedeutung, die einem sowjetischen Rückzug aus Afghanistan zuzumessen ist. Wir sind daher gut daran, mit den uns offenstehenden, wenn auch bescheidenen Möglichkeiten mitzuhelfen, den Druck auf die Sowjetunion aufrechtzuerhalten, dass der Rückzug aus Afghanistan ausgeführt wird. Das ist die Unterstützung, die wir Gorbatschew geben können. Wenn er nämlich diese Konzession einräumen muss, weil wir es verlangen, dann muss er nicht die Verantwortung dafür tragen, und das würde den Reformweg dieses bedeutenden Generalsekretärs erleichtern. Daher möchte ich insbesondere dem Kollegen Bircher herzlich danken für die Interpellation, die er eingereicht hat, weil das ein zwar ein bescheidenes, aber immerhin ein Mittel ist, im Rahmen der Publizität hier den Druck auf

die Sowjetunion zu unterstreichen. Bundi: Das Afghanistanproblem sei eine «offene Wunde», hat vor kurzem der sowjetische Generalsekretär Gorbatschow erklärt, und zugleich hat er signalisiert - und das gleiche wurde vom sowjetischen Aussenminister Schewardnaze vor kurzem unterstrichen -, die Sowjetunion wolle nicht Afghanistan für sich behalten und sei bereit, den Abzug seiner Truppen zu beschleunigen. Bei aller Vorsicht und Skepsis, die solchen Erklärungen gegenüber angebracht zu sein erscheinen, gilt es doch, diese Aussagen im Rahmen des geänderten Kurses in der sowjetischen Politik ernsthaft zu prüfen und zu bewerten. Es darf darum nicht unbeachtet bleiben, dass die indirekten Verhandlungen in Genf seit 1982 zwischen Pakistan und Afghanistan, hinter denen die USA und die Sowjetunion stehen, grosse Fortschritte gemacht haben. Von vier Vorbedingungen konnte man sich über drei einigen. Diese umfassen erstens die Zusicherungen Afghanistans und Pakistans, sich nicht mehr in die inneren Angelegenheiten des anderen Landes einzumischen, zweitens die Modalitäten für die Rückführung der afghanischen Flüchtlinge aus Pakistan und dem Iran und drittens Garantien der USA und der Sowjetunion, ausländische Einmischung in die afghanische Innenpolitik zu verhindern. Einzig in bezug auf den dritten Punkt, auf den Zeitplan für den Rückzug der sowjetischen Truppen, gelang noch keine Einigung. Wie Herr Bundespräsident Aubert vorhin ausgeführt hat, besteht im Moment in bezug auf diesen Zeitplan eigentlich nurmehr eine kleine Zeitdifferenz. Auch gemäss den neusten Nachrichten, die man heute der Presse entnehmen konnte, sind die beiden Seiten gewillt, diese Verhandlungen weiterzuführen. Es muss im Interesse aller friedliebenden Nationen liegen, dass dieses vorgesehene Rückzugsabkommen sobald als möglich in die Tat umgesetzt würde. Dann wäre es auch möglich, die Millionen von afghanischen Flüchtlinge in ihre Heimat zurückkehren zu lassen. Dieses Flüchtlingsproblem - es ist in der Diskussion schon mehrfach genannt worden - darf uns, der Schweiz, nicht gleichgültig sein. Wir können froh sein, dass bis heute das Tamilen-Syndrom bei den afghanischen Flüchtlingen nicht eingetreten ist, das heisst, dass es nicht zu einer Massenauswanderung dieser Flüchtlinge in europäische Länder gekommen ist. Aber mangels eines Fortschritts in den Verhandlungen oder mangels grösserer Hilfe könnte diese Gefahr eines Tages eine sehr ernsthafte sein. Darum möchte ich auch dieses Anliegen weitergeben, ob man nicht überdenken kann, ob die Schweiz nicht noch grössere Anstrengungen unternehmen könnte für Hilfsaktionen für die in Pakistan weilenden afghanischen Flüchtlinge. Im Zusammenhang mit der Friedenskonferenz in Genf, wo unser neutrales Land Gastrecht gewährt, frage ich den Bundesrat an: Tut die Schweiz wirklich alles, was in ihrer Macht liegt, um zu einem guten Ende der Afghanistan Verhandlungen beizutragen? Hat sie alle Möglichkeiten ihrer guten Dienste ausgeschöpft, um diese Genfer Konferenz bestmöglich zu fördern? Bäumlin: Ausnahmsweise herrscht in diesem Saale in der Sache sehr weitgehende Einigkeit. In diese Einigkeit bin ich auch voll und ganz eingeschlossen. Ich habe mich mit Afghanistan seit langem befasst, so in den Jahren 1981 und 1982 an zwei Sessionen des Ständigen Völkertribunals in Stockholm und in Paris. Da sind wir zu den gleichen Ergebnissen gekommen, die dann Prof. Ermacora später - mit zusätzlichem Material - vorgetragen hat. Meine Position ist also völlig eindeutig. Das halte ich einmal zum voraus fest. Ich danke dem Bundesrat für seine heutige Antwort, auch für die Politik, die er insgesamt geführt hat. Ich glaube, er hat ein Optimum dessen geleistet, was man tun konnte. Leider war das im Ergebnis nicht viel. Aber das ist sicher nicht die Schuld des Bundesrates. In der heutigen Diskussion verspüre ich trotzdem ein gewisses Unbehagen. Das betrifft überhaupt nicht Afghanistan und unsere Politik gegenüber diesem Lande. Mein Unbehagen betrifft etwas anderes. Ich stelle fest, dass

auch bei uns eine Politisierung der Menschenrechte in einem problematischen Sinne stattfindet, nämlich in dem Sinne, dass man recht einäugig feststellt und laut kritisiert, was auf der einen Seite geschieht, und dass man schlimme Rechtsbrüche, die die andere Seite begeht, kaum zur Kenntnis nimmt oder dann nicht entsprechend reagiert. Zwischen den beiden Afghanistan-Sessionen in Stockholm und in Paris war ich in Mexiko an einer Session des Ständigen Völkertribunals über El Salvador beteiligt. Da kamen schlimmste Menschenrechtsverletzungen an den Tag, Massaker an der unschuldigen Zivilbevölkerung, Entführungen, Folter usw. Dabei stand fest - wir hatten auch diesbezüglich völlig ausreichende Beweise -, dass eine wesentliche Mitverantwortung der Vereinigten Staaten vorlag. Sie hatten Berater gesandt, Berater sogar für Foltermethoden, unter anderem Spezialisten aus dem Vietnamkrieg, sie hatten Kriegsmaterial geliefert, Geld und also eine Militärdiktatur unterstützt, die sich ohne Hilfe von aussen nicht hätte halten können.

Afrique du Sud. Interventions personnelles 246 11 mars 1987 Es war für mich dann eine sehr schmerzliche Erfahrung, dass man das bei uns kaum hat wahrnehmen wollen. Hie und da hat der Bundesrat auch Erklärungen abgegeben, die aber in der Sache immer zurückhaltend waren. Ich glaube nicht, dass man jemals die Vereinigten Staaten beim Namen genannt hat. Mit Recht hat man in bezug auf Afghanistan die Sowjetunion immer wieder beim Namen genannt, ja, da bin ich auch dafür. Aber man sollte nicht so einäugig sein, sondern mit gleichen Ellen messen. Auch das Urteil des Haager Gerichts vom vergangenen Sommer gegen die USA ist bei uns sehr wenig zur Kenntnis genommen worden. Ich hoffe, dass der Bundesrat heute die Gelegenheit wahrnimmt, bei der Beantwortung der Interpellation Gurtner ebenso unmissverständlich zu sagen, dass bei der nordamerikanischen Intervention in Nicaragua ein flagranter Bruch des Völkerrechts, ein Verstoss gegen fundamentale Normen des Völkerrechts, vorliegt. «Flagrante Rechtsverletzung», «Verstoss gegen fundamentale Prinzipien», diese Begriffe hat Herr Bundespräsident Aubert in bezug auf die Sowjetunion im Fall Afghanistan heute wieder verwendet. Ich sage nochmals, mit Recht, aber messen Sie bitte mit gleichen Ellen! Ich verlange übrigens nicht eine grundsätzliche Aequidistanz gegenüber den beiden Supermächten, also generell die gleichen Vorbehalte gegen beide. Das wäre doktrinär, eine besondere Art von Voreingenommenheit. Aber ich verlange, dass man überall gleich unvoreingenommen analysiert und dann gleich misst und gleich beurteilt. Die Schweiz ist ein Kleinstaat, wir verfügen über kein Machtpotential, das wir gegen aussen einsetzen könnten. Wir sind angewiesen auf die Macht des Rechts, auf die Macht des Völkerrechts. Schon darum müssen wir in unserem Urteil über Rechtsbrüche konsequent sein. Ich komme auf Afghanistan zurück. Ich hoffe, dass die Wende in Moskau wirklich etwas bewirkt, auch für Afghanistan. Ich bin mit Herrn Sager einverstanden, dass auch unser Land - so machtlos es im internationalen Konzert ist - doch alles tun sollte, um den Druck auf die Sowjetunion in dieser Angelegenheit zu verstärken. Aber, wie gesagt, ich hoffe, dass moralischer Druck auch gegenüber einem anderen Adressaten vermehrt ausgeübt wird. Die Sache der Menschenrechte und die Sache des Selbstbestimmungsrechts der Völker sind zu wichtig, als dass man mit verschiedenen Ellen messen dürfte. M. Aubert, président de la Confédération: Je pourrai être très bref puisqu'il y a, je me plais à le constater, unanimité dans cet hémicycle. M. Bäumlin vient de le rappeler. Je vous en remercie. Il y a un élément, je crois, dans la solution du conflit afghan dont nous n'avons que peu parlé mais qui me paraît être d'une importance primordiale, surtout pour les décisions que l'Union soviétique pourrait être prête à prendre ou devrait prendre. C'est l'influence de plus en plus

grande du fondamentalisme islamique qui fait peur à tous les pays de la région, qu'il s'agisse des pays du Golfe, de pays tels que la Jordanie, l'Égypte et la Syrie ou des Républiques socialistes soviétiques du sud de l'URSS où les risques d'influence du fondamentalisme islamique n'est pas des moindres. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que les premiers soldats soviétiques, d'origine musulmane, ont été retirés de l'Afghanistan dès 1979/1980, c'est-à-dire dans les premiers mois de l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique. Vous savez aussi que tous les réfugiés afghans qui sont en Iran sont endoctrinés par des fondamentalistes. Nous devons constater que le fondamentalisme islamique gagne chaque année du terrain. C'est un élément politique dont il faut également tenir compte, en plus des raisons économiques qui incitent l'Union soviétique à mettre fin à ce conflit. Monsieur Bäumlin, vous parlez de politisation des droits de l'homme. Je suis d'accord avec vous, tout se politise. Peut-être aurons-nous le temps d'aborder tout à l'heure le problème de la 25e Conférence de la Croix-Rouge à Genève où nous avons constaté, là aussi, une regrettable politisation. Peut-être aurons-nous le temps d'aborder quelques problèmes concernant le Nicaragua, car, là aussi, il y a politisation du débat. Le Conseil fédéral pourra se prononcer de façon extrêmement claire. Il est bien évident qu'au Nicaragua, sous le gouvernement sandiniste, il y a des violations des droits de l'homme et que, d'autre part, les États-Unis d'Amérique ont violé le droit international, en particulier le principe de non-ingérence. Nous y reviendrons tout à l'heure, je l'espère.

M. Eggly-Genève, rapporteur: Je voudrais au nom de la Commission des affaires étrangères, vous remercier d'avoir remis en place les données assez compliquées qui situent ce problème. Je crois que tous les membres de la Commission des affaires étrangères sont convaincus qu'en effet, il ne pourra y avoir de stabilisation en Afghanistan que dans la fidélité à certains grands principes qui nous sont chers, à savoir une libre autodétermination et une possibilité pour le peuple afghan de choisir le régime sous lequel il veut vivre librement et j'oserais ajouter, démocratiquement. Dans ces conditions, il est évident que la résistance afghane doit être l'interlocutrice. Alors, dans cette optique de rappel des grands principes que vous avez évoqués, je crois pouvoir me déclarer satisfait en espérant que le Conseil fédéral utilisera toute la pression possible dans ce sens.

Le président: M. Sager est satisfait de la réponse du Conseil fédéral. Bircher: Ich kann mich als befriedigt erklären. Ich danke auch dem Herrn Bundespräsidenten, dass er in umfassender Weise aufgezeigt hat, was die Schweiz zum Problem Afghanistan unternimmt. Gestatten Sie mir diese kurze Bemerkung: Ich meine, dass in Zukunft auch von den Medien das Thema Afghanistan in der Schweiz besser sichtbar gemacht werden sollte.

#ST# 86.976 Interpellation Mühlemann Südafrika. Ausschluss aus dem Roten Kreuz

Conférence de la Croix-Rouge. Expulsion de l'Afrique du Sud

Wortlaut der Interpellation vom 1. Dezember 1986

1. Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu treffen, um bei der Entpolitisierung des Roten Kreuzes mitzuwirken?
2. Welche Mitsprachemöglichkeiten sieht der Bundesrat, um bei einer nächsten Konferenz des Roten Kreuzes die Entflechtung von Regierungsdelegationen und nationalen Vertretungen des Roten Kreuzes in die Wege zu leiten?
3. Welche Sofortmassnahmen erwägt der Bundesrat, um in Südafrika die karitative Hilfe durch unser Land sicherzustellen?

Texte de l'interpellation du 1er décembre 1986

1. Quelles mesures le Conseil fédéral pense-t-il prendre pour contribuer à la dépolitisation de la Croix-Rouge?
2. Quels moyens d'intervention peut-il envisager de mettre en oeuvre, lors d'une prochaine conférence de la Croix-Rouge, en vue de la clarification des rôles respectifs des délégations gouvernementales et des représentations nationales de la Croix-Rouge?
3. Quelles mesures d'urgence le gouvernement peut-il pren-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Interpellation Bircher Militärische Besetzung Afghanistans Interpellation Bircher Occupation militaire de l'Afghanistan In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1987 Année Anno Band I Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 09 Séance Seduta Geschäftsnummer 86.832 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 11.03.1987 - 15:00 Date Data Seite 242-246 Page Pagina Ref. No 20 015 188 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.